

dans son cas, je dirai que je ne pensais aucunement aux élections prochaines. Toutefois, j'ai parlé des difficultés que M. Roosevelt éprouvait avec son Congrès et ses chefs au Congrès. C'est un fait bien connu qu'il a obligé son procureur général à renverser son opinion juridique quant à la livraison des cinquante destroyers. Mais il a obtenu quelque chose en retour et par ce moyen il a fait cesser l'opposition du Congrès. C'est à cela que je pensais quand j'ai fait allusion à la rencontre d'Ogdensburg.

Qu'y avait-il de répréhensible à cela? L'honorable député de Yale et moi-même nous sommes rendus chez le premier ministre. Il nous a déclaré franchement que les pourparlers avaient été entamés sur l'initiative de M. Roosevelt et il nous a dit pourquoi. Il a ajouté qu'il n'y avait pas d'engagements et je me demande quels engagements existent aujourd'hui. Aucun document ne me l'a encore révélé et je demande au premier ministre d'exposer sans détour la situation au peuple canadien. Je reconnais que si l'Angleterre tombe, chose inconcevable, la question devient d'une importance vitale. Mais tant que l'Angleterre tient, tant que la marine britannique et que la Royal Air Force nous défendent, l'affaire est d'importance secondaire. Je dis cela parce que le peuple américain lui-même et ses dirigeants ont admis que la marine britannique constitue leur première ligne de défense.

Je désire traiter quelques autres points, et le premier a trait à la situation en Irlande. Le discours prononcé la semaine dernière par M. Churchill m'a profondément alarmé par la mention spécifique du fait que l'un des plus grands obstacles à la victoire réside aujourd'hui dans la destruction des navires anglais et alliés par les sous-marins. En refusant au gouvernement britannique l'usage de bases navales et d'aéroports dans l'Eire, le cabinet de M. de Valera pose un problème angoissant. Le refus de collaboration opposé au gouvernement britannique par M. de Valera et son attitude d'extrême neutralité dans ce vaste conflit ajoutent aux embarras des armes britanniques et constituent un obstacle à la victoire. A mon humble avis, cette fin de non recevoir est un appoint précieux pour les puissances de l'Axe. Il faudrait absolument régler cette affaire. Il semble bien, à mon avis, que le gouvernement de l'Irlande ne démentira pas de sa politique de non-collaboration, uniquement à cause de la demande que lui en a faite le gouvernement britannique. Cet incident cependant donne au Canada une magnifique occasion d'aider à la cause des Alliés.

J'ai lu vendredi dernier avec grand intérêt une lettre écrite par un aumônier de renom,

[L'hon. M. Hanson.]

l'archidiacre Scott de Québec, à la *Gazette* de Montréal. Permettez-moi d'en citer quelques phrases:

Nous, Canadiens, qui vivons avec les Irlandais (dont un si grand nombre ont traversé l'océan pour défendre l'Empire) et qui les aimons, croyons qu'il est un moyen d'aplanir ces difficultés. Nous n'avons rien à voir dans les anciens différends de l'Angleterre et de l'Irlande. Nous formons une nation nouvelle. Français, Irlandais et Anglais, unis par le cœur, ont vu un danger commun fortifier les liens qui les attachent les uns aux autres.

Suit une proposition très intéressante sur laquelle je voudrais attirer l'attention du premier ministre et de son cabinet. J'affirme que le Gouvernement devrait négocier avec M. de Valera la cession de deux ports de la côte occidentale de l'Irlande pour la durée de la guerre et qui serviraient de bases navales à l'Empire. Je propose de plus que le Canada loue de l'Irlande certains aéroports situés en des points stratégiques de l'ouest et du sud qui pourraient être utilisés comme bases aériennes de l'Empire.

J'ignore quelle réception on ménagera à une telle proposition, mais je suis persuadé que le Canada devrait la soumettre. Dans le passé, le Canada s'est montré l'ami de l'Irlande. Il a jadis accueilli chaleureusement bon nombre d'exilés irlandais et leur a offert les moyens de vivre. Il fut un témoin sympathique et parfois secourable à la naissance des libertés irlandaises. Et lors des conférences impériales ainsi qu'à Genève le Canada s'est montré l'ami de l'Irlande. Il est possible que la position de M. de Valera ne soit pas facile. Il se pourrait que les extrémistes de son parti l'accusent plus tard d'avoir ramené les Anglais en Irlande. L'argument serait sans valeur s'il cédait ses bases à bail au Canada, car personne ne saurait douter que le Canada respecte non seulement la lettre mais l'esprit du contrat et se retire à la fin des hostilités.

Je ne vois rien d'irrationnel dans cette proposition. Elle est d'importance, elle est urgente et dans l'intérêt commun rien ne devrait être négligé qui soit propre à en assurer l'adoption. Elle ne mérite pas seulement qu'on en fasse l'essai; il incombe de pousser l'affaire jusqu'à une pleine réalisation. J'irai plus loin en disant que, si le Canada éprouve quelque difficulté dans ses pourparlers avec M. de Valera, il y aurait lieu de s'assurer la collaboration du gouvernement des Etats-Unis, collaboration qu'on accorderait, je n'en doute pas, cordialement et spontanément pour une telle entreprise.

Quelle qu'ait pu être l'attitude du Canada à l'égard de l'Irlande dans le passé, il ne fait aucun doute qu'un élément considérable de la population des Etats-Unis a appuyé le